

LA FRANCE NE DOIT PAS EXERCER SON DROIT DE VETO

par Alain BESANÇON,
membre de l'Institut

Article publié dans *Le Figaro* du 11 février 2003

La dernière couverture du *Weekly Standard*, organe de partisans radicaux de la politique Bush, nous montre sur fond de drapeau américain et d'un groupe de soldats équipés et souriants, le Président, en blouson militaire, levant le bras dans un salut martial, avec pour titre : *The Liberator. To Bagdad and Beyond.*

De telles couvertures, de telles affiches, ne sont possibles que dans un pays qui s'estime en guerre. En guerre depuis le 11 septembre.

Mais l'opinion européenne, qui s'estime encore en paix, place la guerre dans le futur immédiat : la grande attaque, minutieusement préparée contre l'Irak. Or, avant même que ces opérations soient commencées, elle mesure le considérable coût politique de cette préparation.

1. Elle a encouragé la politique de Sharon dans son aspect le plus risqué, le plus difficile à justifier, l'établissement de nouvelles colonies.
2. Elle a donné un blanc seing à des régimes autoritaires pour mener des opérations de répressions sous couvert de lutte contre le terrorisme
3. Elle a amnistié le Président Poutine pour les opérations de type génocidaires qu'il mène en Tchétchénie ; pour la pression constante qu'il exerce sur une Géorgie en partie dépecée ; sur l'Ukraine, qui se sent abandonnée. Pour le progressif étouffement de la télévision et de ce qui reste d'opposition.
4. Elle a, pour prix de sa bonne volonté, facilité la candidature de la Turquie à l'Union européenne, décision très grave dont la responsabilité incombe à l'Europe elle-même et non aux Etats Unis
5. Elle a déclenché un antiaméricanisme en Europe et en France, souvent odieux et qui ne se confond pas avec la critique sobre et rationnelle de la politique du gouvernement Bush.
6. Par choc en retour et symétriquement, elle a suscité aux Etats-Unis des attaques violentes contre l'Europe et particulièrement contre la France, accusés souvent à tort de choses insupportables, comme l'antisémitisme. Ces accusations, quand elles sont injustes, ne contribuent pas à soutenir l'estime et l'admiration que l'Europe nourrissait depuis la guerre à l'égard du monde juif et israélien et dont on constate avec douleur la baisse inquiétante.
7. Elle a divisé profondément l'Europe, non seulement les nouvelles recrues de l'Union européenne contre les anciens membres, mais le cœur lui-même de cette Union.

Devant un tel tableau, qui n'a rien d'encourageant, les Européens et tout particulièrement la France ont le devoir d'agir avec prudence, raison et sens aigu de leur vrai intérêt. Ils ne peuvent en aucun cas se laisser guider par des mouvements d'opinion, par des vexations d'amour propre, par des vanités blessées.

L'Allemagne a déclaré dès le début sa position pacifiste. Elle s'y est tenue, malgré les vifs reproches américains. La France a d'abord manifesté une certaine solidarité avec son plus

vieil allié, mais en le sommant de légaliser son action par la communauté internationale représentée par l'ONU. Or maintenant, après avoir poussé les Etats-Unis vers la porte du Conseil de Sécurité, elle menace de fermer cette porte en exerçant son droit de veto. Les Etats-Unis, qui encore une fois se considèrent en guerre, se sentent trahis. Leur allié, selon eux a triché. Powell qui avait accepté la procédure française, estime qu'on lui a menti.

Le Président Poutine est en visite à Paris. Il marchandise son appui aux Etats-Unis, tout en se disant favorable aux positions françaises. On peut craindre, *horresco referens*, que la France lui demande, moyennant je ne sais quelles concessions, son appui. Il pousserait alors la France à la faute, mais on peut gager qu'au dernier moment, ayant reçu des Etats-Unis une récompense suffisante, il laisse la France toute seule et isolée.

L'Amérique n'oublierait pas cette trahison en pleine guerre. Elle considérerait, de façon simple, mais après tout correcte que la France préfère l'Irak aux Etats-Unis, Saddam Hussein à Bush, le monde arabe à Israël. Elle a les moyens de nous le faire payer. Est- cela que nous voulons ? Est-ce l'intérêt du pays ?

Le Président Chirac est seul devant la décision. Pèsent sur lui une grande partie de l'opinion publique : un large secteur de la droite ; et toute la gauche, dont l'irresponsabilité et la démagogie sont, en cette occurrence, confondantes. C'est dans ces moments qu'on juge un homme d'Etat.